



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020  
Reçu en préfecture le 29/05/2020  
Affiché le 29/05/2020  
ID : 026-222600017-20200529-CONVSOLIHAIJ-CC

## PLAN DÉPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES DE LA DROME

### FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

**Année 2020**

#### Convention relative à l'action :

Soutien à la sous-location pour le public  
jeune en insertion professionnelle

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »,

d'une part,

Et :

**SOLIHA DROME**, 44 Rue Faventines, 26000 VALENCE, représentée par son Président, dûment habilité par son conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

#### PREAMBULE

SOLIHA DROME a pour but notamment d'apporter par tous moyens, une aide aux occupants de logements défectueux désirant améliorer leurs conditions d'habitation, avec une attention particulière aux populations fragiles, de gérer par convention certaines réalisations sociales publiques ou associatives, de réaliser toutes études, actions de sensibilisation, de formation professionnelle, pour promouvoir et diffuser des actions, des techniques, des expériences contribuant à l'amélioration des conditions de logement.

*« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques »* Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant les actions : « Soutien à la sous-location pour le public jeune en insertion professionnelle ».

## **Article 2 : Obligations de l'Association**

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'Association mènera les actions suivantes : « Soutien à la sous-location pour le public jeune en insertion professionnelle ».

L'Association s'engage à :

- Accompagner les jeunes de 18-25 ans en insertion professionnelle et/ou sortant de l'aide sociale à l'enfance en favorisant l'accès et le soutien dans le logement via la sous-location temporaire.
- Capter 3 logements dans le parc public de Valence pour une prise de bail par SOLIHA afin d'y installer des jeunes en sous-location.
- Accompagner 12 jeunes minimum en insertion professionnelle dans l'accès au logement via le dispositif de sous-locations d'une durée de 24 mois maximum.

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié et/ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.

L'Association devra se coordonner avec l'adjoint logement du Pôle logement référent.

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

## **Article 3 : Obligation du Département**

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **5 000 €** en compensation de l'intégralité des actions à savoir :

Ce paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat- FULH, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

## **Article 4 : Évaluation**

Le Chef du Service Habitat-Territoires de la Direction des Politiques Territoriales et les Adjointes logement sont garants du suivi de l'exécution de la présente convention. Ils sont susceptibles de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle des actions.

L'Association s'engage à alerter les services départementaux susvisés dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'événements risquant de compromettre la bonne marche des actions.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux suivantes :

Envoyé en préfecture le 29/05/2020  
Reçu en préfecture le 29/05/2020  
Affiché le 29/05/2020  
ID : 026-222600017-20200529-CONVSOLIHJ-CC

[habitat@ladrome.fr](mailto:habitat@ladrome.fr) et [logement-valence@ladrome.fr](mailto:logement-valence@ladrome.fr)

⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.

⇒ **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021**. Basé sur les fiches collectives d'évaluation, il devra comprendre :

- le nombre de jeunes
- le nombre de jeunes entrés et sortis
- le nombre d'accès à un logement relevant du parc public et du parc privé
- la durée moyenne d'occupation du logement
- le projet professionnel, de formation ou l'entrée en Garantie Jeunes au démarrage de la sous-location
- l'état des dépenses engagées

⇒ **Documents bilan** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :

- un **résultat analytique des charges et des produits pour l'action**,
- le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes

#### **Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)**

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

### **Article 7 : Révision - Résiliation - Litige**

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,  
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,  
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.